

Arrondissement de Grasse

**COMMUNAUTE
D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Siège social:
Hôtel de Ville
Cours Massena - CS 82205
06605 ANTIBES CEDEX

Effectif légal	Présents	Procurations + Absents
25	17	8

N° de la séance : 05

Objet de la délibération : DGA / VSC -
Soutien aux actions en faveur de l'accès
au droit - Attribution d'une subvention

- Original
 - Expédition certifiée conforme à l'original
- Pour le Président,
Le Directeur Général des Services

Stéphane PINTRE

N° Enregistrement : BC.2021.177

Date de la convocation :

Le 05/10/2021

Certifié exécutoire compte tenu

de l'affichage
en date du **26 OCT. 2021**

de la réception s/Préfecture
en date du **26 OCT. 2021**

Pour le Président,
La Responsable de Service


Corinne SAINTE

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DELIBERATIONS DU BUREAU
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Séance du 11 octobre 2021

L'an deux mil vingt et un et le 11 octobre à 14h30, le Bureau Communautaire de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, régulièrement convoqué conformément aux dispositions des articles L. 5211-1, L. 2121-10 et L. 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, Espaces du Fort carré – avenue du 11 novembre à Antibes, sous la présidence de Monsieur Jean LEONETTI, Président de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, Maire d'Antibes Juan Les Pins.

PRESENTS :

Jean LEONETTI, Kevin LUCIANO, Joseph CESARO, Jean-Pierre DERMIT, Jean-Bernard MION, Jean-Pierre CAMILLA, François WYSZKOWSKI, Thierry OCCELLI, Jean-Pierre MASCARELLI, Eric MELE, Sophie NASICA, Gilbert TAULANE, Richard THIERY, Marc Malfatto, Jean-Paul ARNAUD, Georges TOSSAN, René TRASTOUR

ABSENTS :

Lionnel LUCA, Michel ROSSI, Gérald LOMBARDO, Frédéric POMA, Emmanuel DELMOTTE, Gilbert HUGUES, Dominique TRABAUD, Alexis ARGENTI

Monsieur LUCIANO,

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, engagée en faveur d'acteurs de l'accès au droit intervenant sur son territoire, apporte son soutien à des actions visant un accès fluide et équitable aux services publics du plus grand nombre, en tenant compte des freins d'ordre géographique, social ou culturel, rencontrés par les usagers.

La CASA soutient notamment le fonctionnement d'un espace mutualisé installé au cœur du quartier prioritaire de Vallauris Golfe Juan, dont l'objectif est de faciliter et d'accompagner les démarches administratives de ses habitants en leur délivrant une information de 1^{er} niveau et en leur proposant un accompagnement aux différents portails de saisine dématérialisés.

Créé sous forme de Maison de Services Au Public (MSAP), cet espace renforce de surcroît la visibilité de l'institution publique et des valeurs républicaines au cœur du quartier prioritaire, afin qu'elle y déploie ses missions de services à la population dans un souci permanent de laïcité.

Ce lieu permet d'assurer des permanences de partenaires institutionnels et associatifs capables de répondre aux difficultés administratives et sociales des habitants du quartier et de développer des actions de médiations sociales, d'information sur la laïcité et le « vivre ensemble ».

Au cours de l'année 2020, l'activité de la MSAP de Vallauris a été sensiblement impactée par des difficultés de gestion de ressources humaines, mais surtout par la crise liée à la gestion de la pandémie covid19. L'activité de celle-ci a repris dès janvier 2021 avec pour ambition la candidature au label « France services » qui lui permettra de garantir la qualité de service rendu aux usagers, et de stabiliser les financements de l'Etat pour le fonctionnement de ce service.

Pour rappel, en 2019, année de référence, cette structure a accueilli 1 500 visites au cours desquelles les habitants du quartier prioritaire de Vallauris ont accédé, via des agents formés et du matériel informatique mis à leur disposition, aux principaux portails numériques du service public. Il convient de relever que plus de 40 % du public de la MSAP de Vallauris a entre 46 et 64 ans, 24 % a plus de 65 ans, et les principales demandes des usagers concernent le Pôle Emploi, la CAF, la CARSAT et la CPAM.

C'est dans ce contexte que le CCAS de Vallauris sollicite de la part de la CASA une aide financière de 15 000 €.

Les critères d'évaluation tant quantitatifs que qualitatifs pour l'action « Maison de Services Au Public » sont définis au sein d'une convention d'attribution de subvention.

Vu la délibération du Conseil Communautaire n°CC.2020.006 du 17 juillet 2020 par laquelle le Bureau a reçu délégation du Conseil pour prendre toutes décisions, à l'exception des décisions budgétaires, en matière de subvention à accorder ;

Il est donc proposé au Bureau Communautaire :

- d'approuver le montant de la subvention au CCAS de Vallauris, acteur de l'accès au droit pour son projet, et de lui octroyer une subvention de 15 000 € ;
- d'approuver les termes de la convention se rapportant à l'attribution de subvention, dont le projet est joint en annexe ;
- d'autoriser Monsieur le Président à signer cette convention ainsi que tout document nécessaire à la bonne exécution de cette délibération ;
- d'imputer la dépense au Chapitre 65 de la Section de Fonctionnement du Budget Principal au titre de l'année 2021 – fonction 03 ; budget de la Direction de la Cohésion Sociale.

LE BUREAU COMMUNAUTAIRE, OUI L'EXPOSE DU VICE-PRESIDENT ET APRES EN AVOIR DELIBERE, A L'UNANIMITE, DECIDE :

- d'approuver le montant de la subvention au CCAS de Vallauris, acteur de l'accès au droit pour son projet, et de lui octroyer une subvention de 15 000 € ;
- d'approuver les termes de la convention se rapportant à l'attribution de subvention, dont le projet est joint en annexe ;
- d'autoriser Monsieur le Président à signer cette convention ainsi que tout document nécessaire à la bonne exécution de cette délibération ;
- d'imputer la dépense au Chapitre 65 de la Section de Fonctionnement du Budget Principal au titre de l'année 2021 – fonction 03 ; budget de la Direction de la Cohésion Sociale.

AINSI FAIT ET DELIBERE
A ANTIBES LE 11 octobre 2021
Suivent les signatures
Pour extrait certifié conforme,
Le Président,



Jean LEONETTI



CONVENTION DE PARTICIPATION FINANCIERE AVEC LE CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE DE VALLAURIS

Entre les soussignés :

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, ayant son siège social à la Mairie d'Antibes, B.P. 2205 – 06606 ANTIBES représentée par Monsieur Jean LEONETTI agissant au lieu et place de la Communauté en sa qualité de Président, conformément à la délibération du Bureau Communautaire du 11 octobre 2021 ;

Ci-après désignée **C.A.S.A.**,

ET

L'Etablissement public communal dénommé Centre Communal d'Action Sociale de Vallauris ayant pour but la mise en œuvre de la politique sociale sur la commune, situé Avenue du stade – 06220 VALLAURIS, représenté par Monsieur Kevin LUCIANO agissant au lieu et place de l'établissement en sa qualité de Président ;

Ci-après désigné **C.C.A.S. de Vallauris**,

EXPOSE :

Par délibération en date du 24 novembre 2003, le Conseil Communautaire de la C.A.S.A. a approuvé la définition de l'intérêt communautaire de la compétence de la Politique de la Ville.

Conformément à ses statuts, le Centre Communal d'Action Sociale de Vallauris est un établissement public qui exerce une mission générale de prévention et de développement social sur l'ensemble de la commune.

Dans ce cadre, il est prévu la gestion et l'animation d'un espace mutualisé de services au public (Maison de Services Au Public - M.S.A.P.), situé au cœur du quartier prioritaire des Hauts de Vallauris, assurant un relais d'information et de médiation ainsi qu'un accompagnement des usagers dans les démarches administratives.

La C.A.S.A., dans le cadre des compétences qui lui ont été transférées, souhaite soutenir cette action.

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par la présente convention, le Centre Communal d'Action Sociale de Vallauris s'engage à mettre en œuvre, en référence aux orientations de politique publique mentionnées en préambule, une mission favorisant la connaissance et l'accès aux services publics. Il assure un relais d'informations et de médiation ainsi qu'un accompagnement des usagers dans les démarches administratives.

La Maison de Services au Public des Hauts de Vallauris a donc pour objet :

- De renforcer la visibilité de l'institution publique au cœur du quartier prioritaire afin qu'elle y déploie ses missions de services à la population, dans un souci permanent de laïcité ;
- D'assurer des permanences de partenaires institutionnels et associatifs capables de répondre aux difficultés administratives et sociales des habitants du quartier ;
- De développer des actions de médiations sociales, d'information sur la laïcité et le « vivre ensemble ».

En contrepartie, la C.A.S.A. s'engage à soutenir financièrement le C.C.A.S. de Vallauris pour la réalisation de ces objectifs.

ARTICLE 2 : DUREE

La présente convention entre en vigueur une fois signée et revêtue de son caractère exécutoire.

Elle est conclue pour l'année 2021.

Durant cette période, le C.C.A.S s'engage à notifier à la CASA tout retard pris dans l'exécution, toute modification des conditions d'exécution, de ses statuts ou de ses coordonnées bancaires.

ARTICLE 3 : DETERMINATION DES CÔUTS DE L'ACTION

Le coût total estimé éligible de l'action sur la durée de la convention est évalué à : 125 951 €, conformément au budget prévisionnel transmis.

Le C.C.A.S de Vallauris s'engage à mettre en place une comptabilité de type analytique lui permettant d'enregistrer précisément les dépenses directes et indirectes de l'action financée.

Les coûts totaux estimés annuels prennent en compte toutes les charges ainsi que tous les produits affectés à l'exercice.

ARTICLE 4 : ASSURANCE

Le C.C.A.S. de Vallauris reconnaît avoir souscrit une police d'assurance intégrant la responsabilité civile et les risques couvrant l'exercice de ses activités. Une copie doit être transmise sans délai à la C.A.S.A.

ARTICLE 5 : MONTANT DE LA SUBVENTION ET CONDITIONS DE PAIEMENT

Le montant de la subvention annuelle attribuée par la C.A.S.A. est de 15 000 €.

Cette subvention sera versée à compter de la date d'exécution de la présente convention. La subvention sera créditée au compte du C.C.A.S. de Vallauris par mandat administratif.

Cette action fait l'objet de co-financements sur les bases des budgets prévisionnels présentés dans le dossier de demande de subvention.

ARTICLE 6 : MODALITES DE SUIVI DE LA CONVENTION – EVALUATION INTERMEDIAIRE ET FINALE

Dans le cadre d'un comité de suivi des financeurs de la MSAP, réuni au moins une fois dans le courant de l'année, le C.C.A.S. de Vallauris s'engage à communiquer un bilan annuel de son activité mentionnant des indicateurs quantitatifs et qualitatifs spécifiques à chaque action :

▪ **Quantitatifs :**

- Nombre d'utilisateurs par tranche d'âge, par statut (actif ayant un emploi, inactif, demandeur d'emploi, étudiant) par sexe, reçus à la MSAP,
- Nombre de partenaires par thématique, ayant des permanences à la MSAP,
- Nombre d'ateliers collectifs par an, organisés par la MSAP,
- Nombre de réorientations vers le C.C.A.S. de Vallauris, la MSD, Relais de femmes, l'EVS, les autres services de la mairie, le service politique de la ville,
- Nombre de réunions de coordination avec les acteurs du secteur social,
- Nombre d'ateliers informatiques développés et animés par la MSAP.

▪ **Qualitatifs**

- Evolution de la nature des demandes par grandes thématiques,
- Dans la perspective de procéder à une évaluation/régulation, qualité des échanges sur les bénéfices de l'action vis-à-vis des utilisateurs en lien avec les principaux partenaires locaux (services de l'Etat, des collectivités locales et les associations).

L'analyse de ces éléments devra permettre de s'assurer que l'objet de la MSAP, défini initialement, est bien respecté.

ARTICLE 7 : OBLIGATIONS COMPTABLES ET JUSTIFICATIFS A FOURNIR

Le C.C.A.S. de Vallauris s'engage :

A adopter un cadre budgétaire et comptable conforme à l'article L.312-1 du code de l'action sociale et des familles. Celui-ci définit le champ d'application de la comptabilité M22 qui s'applique aux établissements et services du secteur médico-social.

Sont concernés :

*« Les établissements ou services, dénommés selon les cas centres de ressources, centres d'information et de coordination ou **centres prestataires de services de proximité, mettant en œuvre des actions de dépistage, d'aide, de soutien, de formation ou d'information, de conseil, d'expertise ou de coordination au bénéfice d'utilisateurs, ou d'autres établissements et services** ».*

Plus particulièrement, le C.C.A.S. de Vallauris remettra à la C.A.S.A. ses comptes administratifs, sous un mois après leur vote. En outre, il communiquera une version détaillée et analytique de ses comptes annuels. Ce dernier est réalisé par la direction financière de la commune, conformément aux règles budgétaires M22.

Le C.C.A.S de Vallauris s'engage à fournir le compte rendu financier propre à l'exercice, signé par la Présidente ou toute personne habilitée, dans les six mois suivant sa réalisation.

Si le C.C.A.S. de Vallauris est soumis à l'obligation légale de faire procéder au contrôle par le trésorier principal, il s'engage à transmettre à la C.A.S.A. tout rapport produit par celui-ci dans les délais utiles, ainsi que ses comptes annuels certifiés conformes du dernier exercice connu.

ARTICLE 8 : SANCTIONS

En cas de non-exécution, de retard significatif ou de modification substantielle sans l'accord écrit de la C.A.S.A. des conditions d'exécution de la convention par le C.C.A.S. de Vallauris, et sans préjudice des dispositions prévues à la présente convention, la C.A.S.A. peut remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention.

ARTICLE 9 : CONTROLE DE LA C.A.S.A.

La C.C.A.S. de Vallauris s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par la C.A.S.A. de la réalisation des objectifs et de l'emploi des fonds notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile. A cet effet, le C.C.A.S de Vallauris mettra en place des systèmes fiables et réguliers d'enregistrement de l'activité permettant d'en rendre compte à tout moment.

La CASA se réserve le droit de procéder ou de faire procéder par un organisme mandaté par elle, sur pièces ou sur place, à tout contrôle ou audit qu'elle jugerait utile.

Au cas où les contrôles feraient apparaître que les sommes versées n'ont pas été utilisées ou l'ont été à des fins autres que celles mentionnées à l'article 1^{er}, la CASA pourra exiger le reversement des sommes.

ARTICLE 10 : AVENANTS

Toute modification des conditions ou des modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux définis à l'article 1^{er}.

ARTICLE 11 : RESILIATION DE LA CONVENTION

En cas de non-respect par l'une ou l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

ARTICLE 12 : LITIGES

La C.C.A.S. de Vallauris et la C.A.S.A. conviennent que les litiges qui résultent de l'application du présent accord font l'objet d'une tentative de conciliation par un expert désigné d'un commun accord.

A défaut de conciliation dans un délai de 2 mois de la constatation du litige et sauf prolongation admise par les parties, celles-ci conservent la faculté de soumettre leurs litiges à la compétence exclusive du Tribunal Administratif ; les frais d'expertise sont répartis entre les parties.

ARTICLE 13 : CONFIDENTIALITE

Les services de la Direction de la Cohésion sociale peuvent être amenés à transmettre des informations sensibles à l'association dans le cadre de ses accompagnements socio-professionnels ou pour l'orientation du public.

Si cela est le cas, et en conformité avec le règlement général sur la protection des données (RGPD), Le CCAS de Vallauris s'engage à garantir la confidentialité et la protection de ces données à caractère personnel. Il s'engage notamment à les utiliser uniquement pour la réalisation des objectifs indiqués dans la présente convention, et à les détruire une fois la mission terminée.

Fait à Valbonne Sophia Antipolis, le
En deux exemplaires

Pour le Centre Communal
d'Action Sociale de Vallauris,
Le Président,

Pour la Communauté d'Agglomération
Sophia Antipolis,
Le Président,

Kevin LUCIANO

Jean LEONETTI

3-2. Budget prévisionnel de l'action

Le total des charges doit être égal au total des produits

Année ou exercice 2021

CHARGES	MONTANT ¹⁰	PRODUITS	MONTANT
CHARGES DIRECTES		RESSOURCES DIRECTES	
60 - Achats	1750	70 - Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services	
Prestations de services		013-Atténuation de charges	
Achats matières et fournitures	1400	74- Subventions d'exploitation ¹¹	
Autres fournitures	350	Participation Etat emploi d'avenir	
		Contrat de ville	
61 - Services extérieurs	16 506	CASA	15 000
Locations	10296	Droit commun :	
Charges locatives et de copropriété	3800		
Maintenance divers (coût copies)	1130	Etat : FNADT	30 000
Assurance	980	-	
Prestation à caractère medico-social	300	Région(s) :	
62 - Autres services extérieurs	2 600	-	
Frais de télécommunications	2 600	Département(s) :	15 000
Publicité, publication		-	
Déplacements, missions		Intercommunalité(s) : EPCI ¹²	
Services bancaires, autres		-	
63 - Impôts et taxes		Commune(s) :	65 951
Impôts et taxes sur rémunération,		-	
Autres impôts et taxes		Organismes sociaux (détailler) :	
64- Charges de personnel	103 415	- CAF	
		Fonds européens	
Rémunération des personnels,	72 334	L'agence de services et de paiement (ex CNASEA, emploi aidés)	
Charges sociales,	31 081	Autres établissements publics	
Autres charges de personnel		Autres privées	
65- Autres charges de gestion courante		75 - Autres produits de gestion courante	
66- Charges financières		Dont colisations, dons manuels ou legs	
67- Charges exceptionnelles		77 - Produits exceptionnels	
68- Dotation aux amortissements	1680	78 - Reprises sur amortissements et provisions	
CHARGES INDIRECTES			
Charges fixes de fonctionnement			
Frais financiers			
Autres			
TOTAL DES CHARGES	125 951	TOTAL DES PRODUITS	125 951
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES ¹³			
86- Emplois des contributions volontaires en nature		87 - Contributions volontaires en nature	
Secours en nature		Bénévolat	
Mise à disposition gratuite de biens et prestations		Prestations en nature	
TOTAL	125 951	TOTAL	125 951

AR receptionné - Imprimer

Date de l'acte : 11/10/2021
Numéro : BC_2021_177
Nature : DE - Deliberations
Objet : Soutien aux actions en faveur de l'accès au droit - Attribution d'une subvention
Matière : 8.5 - Politique de la ville-habitat-logement
Interlocuteur
Nom : LE GRATIET Véronique

Suivi des transactions**Accusé d'envoi**

Identifiant : E0rsamo

Accusé de réception préfecture

Date de réception : 26/10/2021
Identifiant : 006-240600585-20211011-BC_2021_177-DE

Acte reçu

Date : 11/10/2021
Numéro interne : BC_2021_177
Code nature : 1
Code matière 1 : 8
Code matière 2 : 5
Objet : Soutien aux actions en faveur de l'accès au droit - Attribution d'une subvention
Classification utilisée : 29/08/2019
Document : 99_DE-006-240600585-20211011-BC_2021_177-DE-1-1_1.PDF

Annexes

Nombre : 2
99_SE-006-240600585-20211011-BC_2021_177-DE-1-1_2.PDF
99_SE-006-240600585-20211011-BC_2021_177-DE-1-1_3.PDF

N